

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
D'AUSSAC-VADALLE

**délibération :
2019_3_2**

L' an deux mille dix neuf , le jeudi 09 mai à 18 h 30, le Conseil Communal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle du conseil, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en
exercice : 8

Date de convocation du : 03 Mai 2019

Présents : 7

Présents : Monsieur LIOT Gérard, Monsieur MONTASSIER Jean-Pierre, Madame BIRONNEAU Marylène, Madame COUSSAUD Béatrice, Madame GUILBAUD Marlyse, Monsieur BERGER Xavier, Monsieur CHAMBRE Damien

Votants : 7

Absent(s) : Monsieur LEGEAY Nicolas

**Objet : Remplacement
d'une conseillère
municipale au sein des
commissions municipales**

Excusé(s) :

Secrétaire de Séance : Madame Marlyse GUILBAUD

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-21 et L.2121-29;

Vu les délibérations n°2014-27-06 du 9 avril 2014, n° 2014_27_12 du 09 avril 2019; n°2014_29_7 du 22 mai 2014, n°2014_32_5 du 27 août 2014 et la n° 2018_7_6 du 29 octobre 2018,

Vu la lettre de démission de Madame GUILLON Séverine, Conseillère Municipale, reçue en mairie le 03 mai dernier;

Monsieur le Maire expose qu'il convient de procéder à son remplacement, au sein des commissions municipales dont elle était membre comme suit :

Déléguée titulaire du SIVOS ATAV :

Elle sera remplacée par Mme GUILBAUD Marlyse

Correspondante sécurité routière :

Elle sera remplacée par M. CHAMBRE Damien

Elue relais à Calitom :

Elle sera remplacée par M. MONTASSIER Jean-Pierre

Déléguée au C.A.U.E :

Elle sera remplacée par Mme BIRONNEAU Marylène

Membre suppléante de la Commission de contrôle des listes électorales :

Elle sera remplacée par Mme GUILBAUD Marlyse

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve le remplacement de Mme GUILLON Séverine au sein des commissions municipales comme évoqué ci-dessus;

- Donne tous les pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération

Pour : 7 Contre : 0 Abstention : 0

est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Au registre sur les
signatures pour copies
conformes,
Le Maire,
Gérard Liot